

2018 : année de l'offensive sociale

Dans ses vœux présidentiels, le nouveau monarque des riches appelle à la l'unité de la Nation au nom de l'enrichissement de sa caste de privilégiés.

Poursuivant l'œuvre de destruction du droit des travailleurs entreprise par ses prédécesseurs, sa « majesté » présidentielle se met au service du patronat pour refonder la société à l'image de celle du XIX^e siècle et de la toute-puissance des maîtres des forges. Exonérant ses semblables de l'impôt sur la fortune, limitant à l'extrême la lutte contre l'évasion fiscale de ses pairs, pourchassant ces « fainéants » de privés d'emplois, détruisant le droit social pour le transformer en droit patronal absolu, cassant les services publics pour mieux les livrer au privé, stigmatisant les migrants pour faire voter une loi scélérate qui satisfait le clan Le Pen et ses aficionados fascistes, le président-roi réunit l'arsenal réactionnaire libéral au quasi complet. Renouant avec les traditions de répression antisociale, le pouvoir condamne et emprisonne celles et ceux qui s'opposent à sa trajectoire régressive. Le nombre de syndicalistes victimes de condamnations arbitraires n'a jamais été aussi conséquent.

Le nombre de syndicalistes victimes de condamnations arbitraires n'a jamais été aussi conséquent.

Fustigeant les journalistes, il s'en prend à toute la presse non « domestiquée » en se présentant comme le chantre de la « liberté d'expression » contrôlée. Mais ses vœux de réaliser cette société basée sur la loi du plus fort, l'injustice sociale et l'asservissement du plus grand nombre au profit des rentiers trouvent des obstacles majeurs qui ne cessent de grandir et se renforcer dans le monde

comme dans notre pays.

La précipitation des possédants à briser les solidarités pour bâtir leur monde d'égoïsme se heurte aux aspirations grandissantes des peuples à changer ce système inhumain.

Le formidable mouvement des femmes à travers toute la planète réclamant l'égalité, la fin des violences et des injustices, l'accès aux droits fondamentaux d'éducation, de santé, porte en lui les germes d'une transformation sociale de fond. Cette mobilisation planétaire inédite, sous-estimée par les « traditionalistes », méprisée par les puissants, représente un danger pour l'ordre mondial capitaliste. Le combat contre les violences sexistes, pour l'égalité entre les genres est une bataille majeure du syndicalisme de transformation sociale et un axe essentiel de la lutte des classes contre l'exploitation du genre humain.

Mais ce sont aussi ces résistant(e)s du quotidien qui au péril de leur liberté hébergent des migrants, leurs viennent en soutien alors que les « croquantes » et les « croquants » et les « gens en armes » veulent les expulser vers leurs pays d'origines aux prises à la guerre, à la misère. Ce sont ces « ZADistes » qui défendent sans relâche des territoires naturels extraordinaires mais que le pouvoir veut livrer à la destruction pour le développement de profits multinationales. Ce sont ces agriculteurs, toujours plus nombreux, qui s'opposent à un modèle productiviste, polluant et destructeur écologiquement et qui luttent contre les firmes mondiales championnes de la modification génétique. Ce sont ces jeunes travailleurs que des sociétés dites de la nouvelle économie chère aux yeux du « roi-président » exploitent sous les statuts les plus précaires (Delivroo, Uber, ...) mais qui résistent en s'organisant en collectif et en se syndiquant pour exiger un contrat de travail afin d'accéder au statut de droit commun. Ce sont ces travailleurs « indépendants » des plateformes numériques qui s'organisent en réseaux pour construire des projets sociaux, coopéra-



tifs comme autant d'alternatives au travail aliénant. Ce sont ces travailleurs d'une entreprise sous-traitante de la chaîne hôtelière mondiale « Holiday Inn » en grève depuis plus de trois mois, porte de Clichy et qui exigent leur internalisation et une reconnaissance de leur travail. Ce sont les ARJO de Wizernes, de Crèvecœur, les MOP de Vitrolles, les Maury, les Vélis, les Paris-Normandie, les camarades du « Répu » Lorrain, de l'Alsace, du groupe EBRA dans son ensemble, toutes celles et tous ceux qui se battent pour leurs droits et conditions de travail, leur salaire, leurs emplois, leurs « conquies » sociaux, sans rien céder, en tenant bon quels que soient les vents contraires, les coups fourrés et autres croche-pattes patronaux, mais qui savent très bien que ceux qui se battent ne sont peut-être pas sûrs de gagner mais ceux qui ne se battent pas, eux, ont déjà perdu !

Alors oui, 2018 est l'année de l'offensive sociale dans toutes les entreprises, les branches professionnelles, dans les territoires, car les syndicats de la FILPAC, de la CGT n'abandonnent jamais le combat social. Plus déterminés que jamais, nous allons tous ensemble, unis, travailler à la mise en mouvement du plus grand nombre pour transformer cette société pour bâtir un monde de paix, de justice sociale, d'écologie, de solidarité, d'égalité entre les genres...

Bonne année sociale 2018 ! •

ARJO WIGGINS WIZERNES

L'exemplarité de la lutte !

La persévérance n'est pas un vain mot pour la FILPAC ! La détermination, des camarades du syndicat FILPAC CGT de la papèterie Arjo Wiggins de Wizernes a d'ailleurs attiré l'attention de l'inspection du travail sur la réelle stratégie et les choix de politique industrielle du groupe Sequana. En effet, personne n'ignore aujourd'hui, y compris au ministère, que Sequana détruit délibérément des emplois uniquement à des fins mercantiles, d'où son opposition à tout projet de reprise des usines qu'il ferme un peu partout en France et en Europe.

La volonté exemplaire du Syndicat CGT Arjo Wiggins, qui a permis, par la lutte et l'occupation des ateliers depuis 45 mois, de préserver l'outil de travail des salariés d'Arjo est une lutte unique dans toute l'histoire de la FILPAC CGT ! Celle-ci a demandé, en plus de la surveillance de l'usine « 24h/24, 7j/7 », un travail acharné et constant des militants du syndicat pour atteindre leur principal objectif : défendre l'emploi dans le bassin de Saint-Omer en sauvant la papèterie de la vallée de l'Aa.

Pour cela, il a fallu trouver toutes les failles, juridiques et politiques, pour imposer au groupe Sequana et au bras armé du gouvernement, la BPI (Banque publique d'investissement), qu'ils acceptent de céder le site de Wizernes à un repreneur. Reprise qui, à ce jour, est en bonne voie mais n'est toujours pas acquise formellement.

Le 28 décembre 2017, une nouvelle fois l'inspectrice du

Travail vient de refuser le licenciement de deux de nos camarades militants encore salariés de la papèterie. Ce refus d'accéder à la demande de la direction de licencier les salariés dits « protégés » marque de son empreinte le bienfondé de la lutte en cours. Elle s'appuie sur des éléments concrets fournis par la FILPAC CGT et rentre en totale contradiction des dernières décisions du précédent ministre du Travail qui avait autorisé le licenciement d'autres camarades du site.

La décision de l'inspection du travail démontre bien l'impossibilité d'accepter une procédure où tous les éléments économiques et stratégiques montrent clairement qu'il est impossible d'apprécier la réalité et le sérieux des difficultés mises en avant par le groupe Sequana pour fermer l'usine de Wizernes.

Cette décision va surtout donner aux camarades en lutte du temps pour intensifier les pressions sur Pascal Lebard, PDG du groupe Sequana et fossoyeur d'emplois, ainsi que sur les actionnaires y compris la BPI.

Cette bonne nouvelle est à mettre une fois de plus à l'initiative de la lutte exemplaire de la CGT Arjo Wiggins Wizernes avec l'appui de sa fédération la FILPAC et de la CGT en territoire. Elle doit servir d'exemple à tous les syndicats de la FILPAC et rappeler que « notre objectif c'est l'emploi ! » et que la seule stratégie à mettre en œuvre reste la lutte et la résistance active pour défendre le droit pour tous à vivre dignement. •

Le 28 décembre 2017, une nouvelle fois, l'inspectrice du Travail vient de refuser le licenciement de deux de nos camarades militants encore salariés de la papèterie.

*OCCUPATION DE L'USINE ARJO WIGGINS DE WIZERNES...
3 ANS DÉJÀ !!...*



Macron et l'assurance chômage : **sanctionner** les chômeurs !

Emmanuel Macron et son gouvernement ont lancé une réforme de l'assurance-chômage et travaillent entre autres à durcir les sanctions contre les chômeurs.

*L'Humanité / Tribune de Denis Gravouil,
responsable confédéral emploi-chômage*

Par ailleurs ils présentent les autres mesures étudiées comme une amélioration : mieux indemniser les démissionnaires et ouvrir des droits aux « indépendants ».

Or, une assurance-chômage réellement universelle, basée sur les principes de la Sécurité Sociale telle que voulue par le programme du Conseil national de la Résistance, devrait assurer un revenu de remplacement à toutes celles et tous ceux qui sont privés d'emploi, donc à plus d'un chômeur sur deux ! Et les démissionnaires et les indépendants pourraient n'avoir droit qu'à des droits minorés, voire un forfait. On aura également noté qu'avant toute chose la CSG a remplacé la cotisation salariale.

Cette réforme vise, non pas à ouvrir des droits à plus de personnes, mais tout autre chose : quitter une protection sociale basée sur une cotisation ouvrant des droits pour un système de charité publique,

Il suffit pourtant de regarder ce que les réformes Hartz IV ont produit en Allemagne, modèle du macronisme : les droits ont été réduits en durée, poussant les chômeurs vers un système où les contraintes sont maximales.

avec une « morale » imposant des devoirs, quitter des droits proportionnels à des cotisations pour un forfait, un « filet de sécurité » minimal, prôné par les libéraux, de Blair à l'OCDE. Fondamentalement, comme il ne s'agit non pas de répondre aux besoins des privés d'emploi mais d'avoir une main-d'œuvre docile, tout en évitant les jacqueries, le gouvernement avance à petits pas.

Il suffit pourtant de regarder ce que les réformes Hartz IV ont produit en Allemagne, modèle du macronisme : les droits ont été réduits en durée, poussant les chômeurs vers un système où les contraintes sont maximales. Les Jobcenters, l'équivalent de Pôle emploi et de l'Unedic réunis, contrôlent les demandeurs d'emploi qui s'épuisent à trouver plus de preuves de recherche d'emploi que des emplois eux-mêmes. Leurs comptes sont contrôlés et l'épargne déduite des



allocations. Ainsi, en 2016, 760 000 chômeurs allemands (soit presque un sur trois !) ont vu leurs droits réduits ou supprimés, pour ne pas avoir « suffisamment » cherché un travail ou ne pas avoir accepté une « offre raisonnable d'emploi » et ne pas avoir pu prouver en quoi elle était déraisonnable.

Des centaines de millions d'euros s'approprient donc à être pris sur les allocations. Pour justifier une telle ponction, il faut bien sûr culpabiliser les demandeurs d'emploi et distiller dans l'opinion la confusion entre chômeurs et fraudeurs. La fraude ne représente pourtant que 0,4 % des allocations, tandis que la fraude des entreprises, pardon, le « non-recouvrement » des cotisations représente, lui, 700 millions d'euros.

Les chiffres mensuels du chômage montrent une augmentation de la précarité : depuis un an, la barre des 2 millions de chômeurs ayant travaillé dans le mois a été dépassée et cette catégorie de travailleurs en activité réduite ne cesse d'augmenter.

Alors que certains représentants de la majorité ressortent les poncifs sur les chômeurs partis aux Bahamas ou sur les emplois non pourvus, Gattaz réclame un contrôle journalier. Les chômeurs ne demandent qu'à travailler, mais ne veulent pas se faire exploiter, le patronat et le gouvernement veulent un gros volant de travailleurs pauvres. Les contrôles sont l'instrument du chantage à l'emploi précaire. Plutôt que des sanctions, réclapons des moyens pour que le service public à l'emploi accompagne les personnes qui recherchent un emploi sans vouloir perdre leur dignité. •

Le verbe résister doit toujours se conjuguer au présent.

Le Livre,
le Papier
et la Communication



"The verb to resist
must always be conjugated
in the present."

Lucie Aubrac

2018

Tous les syndicats
de la FILPAC CGT
vous souhaitent
une bonne année
solidaire, innovante,
déterminée et
combative...

Fédération des travailleurs des industries du Livre,
du Papier et de la Communication CGT

263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex /
Téléphone 01 55 82 85 74 / Fax 01 55 82 85 67
filpac@filpac-cgt.fr